

tandis que je les présenterai: voici M. B.A. Millar, qui est surtout préposé à la Défense nationale; M. G.R. Long, qui s'occupe des ministères producteurs de recettes; M. A.B. Stokes, qui examine la plus grande partie du travail relatif aux sociétés de la couronne; M. D.A. Smith, qui s'occupe des départements qui effectuent des dépenses élevées; M. J.R. Douglas, qui s'intéresse surtout aux dépenses relatives au bien-être social—dépenses partagées par le fédéral et les provinces, et autres de ce genre; et M. D.H. McMillan, qui agit comme secrétaire de notre groupe lors de ces réunions. Il nous fait plaisir d'être à la disposition du Comité au cours de ses séances, cette année.

Comme le président l'a dit, j'ai préparé un mémoire de vérification relatif aux mesures adoptées par les divers départements et agences à la suite des recommandations que le Comité a soumises en 1960. Je regrette que vous n'ayez pu l'obtenir plus tôt. L'an dernier, il a été suggéré que les mémoires soient distribués d'avance, mais malheureusement, il n'a pas été possible de le faire actuellement.

A la suite de ce mémoire de vérification, je mentionne particulièrement deux des sujets que vous avez étudiés l'an dernier et que vous désirez peut-être noter. Ce sont les paragraphes 3 et 4 de la page 1, qui traitent de la présentation des comptes publics, et les paragraphes 7 et 8 qui concernent le traitement des recettes pour services rendus, lequel est décrit dans l'étude relative aux prévisions budgétaires. Je mentionne seulement ces deux sujets particuliers, parce que lorsqu'ils ont été soulevés l'an dernier devant le Comité des comptes publics, j'avais proposé que l'on demande à des fonctionnaires du ministère des Finances de venir témoigner. Malheureusement, il a été impossible de le faire alors. Par conséquent, j'ai fait la même demande cette année, et il me fait plaisir de constater que sont ici présents ce matin M. Taylor, sous-ministre de Finances, et un certain nombre de ses collègues.

Je crois que M. Taylor désire faire une déclaration relativement à ces deux sujets. En outre, dans ce mémoire de vérification, vous remarquerez un certain nombre de questions intéressant le ministère des Finances et où j'indique, le cas échéant, les mesures qui ont été prises depuis notre dernière réunion.

Je crois que ce sont les seuls points que je désire signaler, Monsieur le président. Certains membres du Comité désireront sans doute poser plus tard des questions au sujet de ce mémoire, et je pourrai y répondre après que vous aurez eu le temps d'étudier ce document de façon plus détaillée.

Le PRÉSIDENT: Messieurs, je suggérerais que nous abandonnions pour quelque temps la pratique normale, et ce pour une raison déterminée.

Dans les circonstances normales, nous devrions demander à M. Henderson de lire son rapport de vérification, qui compte au moins sept pages. Cependant, nous avons ici ce matin le sous-ministre des Finances, ainsi que divers adjoints et conseillers de son ministère. Les services de M. Taylor sont grandement recherchés par l'État. Comme il ne dispose que d'une période limitée, il lui serait sans doute utile que je signale les divers paragraphes de ce rapport de vérification qui le concernent directement et nous intéressent également. M. Taylor a demandé de comparaître devant nous à titre de témoin relativement aux sujets que nous avons signalés dans notre rapport de 1960.

Plutôt qu'étudier le rapport de M. Henderson paragraphe par paragraphe, ce qui exigerait beaucoup de temps, nous pourrions peut-être demander à M. Taylor s'il désire comparaître maintenant et s'il a des remarques à faire relativement aux recommandations et propositions que ce Comité a soumises l'an dernier. Les membres du Comité sont-ils de cet avis?